

Nouvelles perspectives en sciences sociales



Populisme de gauche et démocratie Left Populism and Democracy

Albert Ogien

Volume 19, Number 1, November 2023

Sur le thème : « La montée des populismes au XXI^e siècle : quelles pistes méthodologiques et thématiques ? »

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1110054ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1110054ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Prise de parole

ISSN

1712-8307 (print)

1918-7475 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Ogien, A. (2023). Populisme de gauche et démocratie. *Nouvelles perspectives en sciences sociales*, 19(1), 59–73. <https://doi.org/10.7202/1110054ar>

Article abstract

In the contemporary democratic public sphere, the term “populism” is used in a somewhat undifferentiated way as referring rather prosaically to a strategy of gaining power through the ballot box. When this strategy is called right-wing, it is deployed by reactionary forces (the xenophobic, supremacist or fascist extreme right). When it is called left-wing, it is the one adopted by progressive or revolutionary movements that aim at realizing the will of the working classes to rid themselves of the forms of oppression they are suffering from. In fact, the label « left populism » is applied to those political formations that position themselves to the left of social democracy, which they accuse of having abandoned its vocation. Therefore, this article sets out to describe the project that these formations are pursuing by seeking to answer two questions: 1) Is the rhetorical style of populism compatible with the principles of autonomy and rationality proper to the left-wing tradition?; 2) What distinguishes the practices of left-wing populism from the direct democracy practices of ordinary citizens who are politically active?

Populisme de gauche et démocratie

ALBERT OGIE

CNRS – CEMS-EHESS, Paris, France

Introduction

Dans la foisonnante littérature que la notion de populisme suscite de nos jours, il est un point qui fait l'accord : l'impossibilité d'en donner une définition unique et unanimement acceptée. Pour la majorité des politistes, cette qualification ne renvoie en effet ni à une conception globale d'un mode d'organisation de la société¹, ni à une forme privilégiée de régime politique², ni à une manière de gouverner particulière (même si l'expérience historique établit que ce genre de pouvoir tend toujours à devenir un régime de parti unique³, reposant sur la figure de l'« homme-peuple »⁴). Il convient aussi de relever que, dans ses usages courants, la notion de populisme ne s'applique

¹ Paris Aslanidis, « Is Populism an Ideology? A Refutation and a New Perspective », *Political Studies*, vol. 64, n° 1, 2016, p. 88-104.

² Koen Abts et Stefan Rummens, « Populism versus Democracy », *Political Studies*, vol. 55, n° 2, 2007, p. 405-424 ; Margaret Canovan, « Trust the People! Populism and the Two Faces of Democracy », *Political Studies*, vol. 47, n° 1, 1999, p. 2-16.

³ Nadia Urbinati, « Democracy and Populism », *Constellations*, vol. 5, n° 1, 1998, p. 110-124, doi/10.1111/1467-8675.00080.

⁴ Pierre Rosanvallon, *Le bon gouvernement*, Paris, Seuil, coll. « Les livres du nouveau monde », 2015.

pas à des mouvements qui prônent l'indépendance nationale ou la révolution, comme s'il allait de soi que l'idée de « peuple » soit consubstantielle à ces notions⁵.

À défaut de pouvoir en donner une impossible définition, on peut partir d'un constat empirique : le terme populisme, tel qu'il est utilisé dans l'espace public démocratique contemporain, nomme une démarche politique qui s'inscrit dans le cadre du système électoral⁶ et repose sur la dénonciation des « élites » supposées agir contre la volonté du « peuple » en se mettant au service d'intérêts qui ne sont pas les siens. Cette dénonciation a une version de droite et une version de gauche. Dans le premier cas, elle met l'accent sur la souveraineté bafouée, l'identité menacée, la présence inquiétante d'étrangers ou de musulmans, l'insécurité causée par l'invasion de migrants ou de clandestins. Dans le second, les griefs portent sur la paupérisation de la population, la dégradation des services publics, la réduction des libertés fondamentales, la répression policière, le choix du productivisme et de l'extractivisme au détriment de la préservation de la vie des êtres humains et de l'avenir de la planète⁷. De façon assez surprenante, le même terme de populisme couvre généralement ces deux perspectives en tout divergentes, ce qui permet de disqualifier les formations politiques classées aux « extrêmes⁸ » et d'alerter l'opinion sur le danger qu'un gouvernement aux mains de l'une d'entre elles ferait courir à la démocratie⁹. Le

⁵ Cas Mudde et Cristóbal Rovira Kaltwasser, *Populism. A Very Short Introduction*, Oxford, Oxford University Press, 2017.

⁶ La stratégie de conquête du pouvoir adoptée par les formations dites populistes en régime démocratique n'est pas celle du coup d'État militaire ou du « *pronunciamento* » décrites par Federico Tarragoni, *L'esprit démocratique du populisme. Une nouvelle analyse sociologique*, Paris, La Découverte, coll. « L'horizon des possibles », 2019.

⁷ Jean-Paul Gagnon *et al.*, « What is Populism? Who is the Populist? », *Democratic Theory*, vol. 5, n° 2, 2018, p. vi-xxvi.

⁸ Ilvo Diamanti et Marc Lazar, *Peuplecratie. La métamorphose de nos démocraties*, traduit de l'italien par Christophe Mileschi, Paris, Gallimard, coll. « Hors série connaissance », 2019 [2018] ; Dominique Reynié, *Populismes : la pente fatale*, Paris, Plon, coll. « Tribune libre », 2011.

⁹ Antoine Chollet, *L'anti-populisme ou la nouvelle haine de la démocratie*, Paris, Textuel, coll. « Petite encyclopédie critique », 2023.

problème est que cette disqualification ne précise jamais la nature exacte de ce danger et le contenu des mesures qui le traduirait en acte selon qu'elles proviennent de droite ou de gauche.

L'objet de cet article est précisément d'examiner le populisme sous l'angle du rapport qu'il entretient à la démocratie, en considérant plus particulièrement sa version de gauche¹⁰. Il s'intéressera d'abord aux projets de transformation sociale portés par ces formations qui se situent à la gauche des partis de la social-démocratie auxquels elles reprochent d'avoir trahi leur vocation en endossant les thèses libérales sur l'État et en reconnaissant la supériorité de l'économie de marché sur l'économie administrée¹¹. Il s'interrogera ensuite sur la compatibilité de la rhétorique du populisme avec la tradition émancipatrice propre à la gauche. Ce qui conduira enfin à mettre en regard la conception de l'exercice du pouvoir du populisme de gauche et celle qui informe les pratiques de démocratie directe mises en œuvre de nos jours par l'activisme politique des citoyens.

Populisme et démocratie

Selon Pierre Rosanvallon, le populisme émerge toujours en réaction aux contradictions et déficiences propres au régime démocratique, au premier rang desquelles se trouverait l'effacement de ce qu'il nomme la « substance » du peuple¹² à laquelle ce régime substituerait une citoyenneté fondée sur l'universalité des droits humains et négligeant l'appartenance à une culture et ses valeurs spécifiques (nation, groupe ethnique, langue). Jan-Werner Müller conteste cet argument. Pour lui, la « substance » d'un peuple est toujours inventée et mise en scène par des discours politiques affirmant que l'homogénéité et la survie d'une « nation » sont constamment menacées par une cohorte d'ennemis,

¹⁰ Pour un point de vue plus général sur la question, voir Federico Tarragoni, « Populisme et démocratie : les impasses d'une polarisation scientifique », *Raisons Politiques*, n° 86, 2022, p. 113-129.

¹¹ David Van Reybrouck, *Plaidoyer pour un populisme*, traduit du Néerlandais par Monique Borrenbergs et Alain Préaux, Bruxelles, Samsa Éditions, 2019 [2008].

¹² Pierre Rosanvallon, « Penser le populisme », *La vie des idées*, 27 septembre 2011, <https://laviedesidees.fr/Penser-le-populisme>.

de l'intérieur ou de l'extérieur, qui aspirent à les détruire¹³. Pour Müller, le populisme est d'une seule pièce : il se définit par une détermination à « extraire le peuple du peuple lui-même¹⁴ », c'est-à-dire abolir les règles d'égalité et de justice tenues pour responsables de l'abaissement et de l'extinction d'un groupe d'origine, puis à purger ses rangs de tous les éléments désignés comme allochtones, décadents ou indésirables. En un mot, la logique du populisme est de nature totalitaire et ses modèles sont le national-socialisme ou le stalinisme. De ce point de vue, le populisme est absolument antinomique de la démocratie.

Certains considèrent que l'analyse de Müller n'est pas assez nuancée. Ils posent que le populisme est le produit de la crise du système représentatif qui s'est révélé, à la longue, incapable de faire entendre la voix des gens ordinaires contre celle d'une classe dirigeante qui la méprise. C'est le point de vue de Chantal Mouffe, chantre du populisme de gauche. Pour comprendre sa position, il faut revenir aux thèses d'Ernesto Laclau sur la « raison populiste¹⁵ ». Partant de l'idée que la conquête du pouvoir réclame de construire un « peuple » en lui proposant une « identité collective » au nom de laquelle un combat peut s'organiser, Laclau pose que le populisme est la logique même du politique, qu'il conçoit comme le lieu de l'affrontement de deux camps antagoniques qui aspirent à imposer l'hégémonie de leur conception de la société¹⁶. Mouffe reprend cette théorie agonistique de la politique et observe qu'elle s'est diluée dans l'« illusion du consensus¹⁷ » qui caractérise les sociétés démocratiques avancées dans lesquelles s'est imposée la croyance selon laquelle dominés

¹³ Jan-Werner Müller, *Qu'est-ce que le populisme ?*, Paris, Gallimard, coll. « Folio essais », 2018.

¹⁴ Jean-Werner Müller, « “The People Must Be Extracted from Within the People”: Reflections on Populism », *Constellations*, vol. 21, n° 4, 19 décembre 2014, p. 439-627, doi/10.1111/1467-8675.12126.

¹⁵ Ernesto Laclau, *La raison populiste*, traduit de l'anglais par Jean-Pierre Ricard, Paris, Seuil, coll. « L'ordre philosophique », 2008 [2005].

¹⁶ Benjamin Arditi, « *Review Essay*, Populism is Hegemony is Politics? On Ernesto Laclau's *On Populist Reason* », *Constellations*, vol. 17, n° 3, 2010, p. 488-497, doi/10.1111/j.1467-8675.2010.00587.x.

¹⁷ Chantal Mouffe, *L'illusion du consensus*, Paris, Albin Michel, 2016 [2005].

et dominants partagent un sort commun. Elle tient la pensée individualiste, rationnelle et consensuelle imposée par le néolibéralisme pour principale responsable de cette illusion, partagée par la social-démocratie qui adhère à cette vision « non partisane » et « dialogique » de la politique. Ce qui, pour Mouffe, consacre la disparition d'un projet qui s'attaquerait aux causes et aux modalités de la domination capitaliste. Elle préconise donc de retracer une ligne de démarcation qui désignerait clairement les adversaires contre lesquels un peuple (celui des exploités et des dominés) aura à nouveau envie de se battre pour obtenir le changement social auquel il aspire. Ce qu'elle formule de la manière suivante :

La mobilisation exige la politisation, mais la politisation ne peut exister sans la production d'une représentation conflictuelle du monde, avec des camps opposés auxquels les gens puissent s'identifier [...] Les théoriciens qui souhaitent éliminer les passions de la politique et prétendent qu'une politique démocratique doit uniquement se définir en termes de raison, de modération et de consensus, montrent à quel point ils méconnaissent la dynamique du politique. Ils ne voient pas qu'une politique démocratique a besoin de se rattacher aux désirs et aux fantasmes des gens ; plutôt que d'opposer les intérêts aux sentiments et la raison aux passions, elle doit offrir des formes d'identification qui favorisent des pratiques démocratiques.¹⁸

Cette proposition contient trois questions auxquelles Mouffe n'apporte aucune réponse. La première est la moins importante : la passion est-elle un adjuvant de la politisation d'une population ou le seul mobile de sa lutte ? Ce qui revient à se demander s'il existe une bonne et une mauvaise politisation : une juste et une injuste, une émancipatrice et une aliénante. C'est là une interrogation qui n'effleure pas Mouffe comme elle a pu préoccuper les militants de gauche à une autre époque¹⁹. La deuxième question naît d'une contradiction plus embarrassante : bien qu'elle affirme que ce qui est au cœur d'un « affrontement agonistique, c'est la

¹⁸ *Ibid.*, p. 41-47.

¹⁹ Manuel Cervera-Marzal, « Une "démocratie radicale" pas si radicale ? Chantal Mouffe et la critique immanente du libéralisme », *Raisons politiques*, n° 75, 2019, p. 13-28.

configuration même des relations de pouvoir autour desquelles une société donnée se structure », elle reconnaît en même temps que cette confrontation entre « projets hégémoniques différents » doit se déployer « dans un cadre régulé par un ensemble de procédures démocratiques acceptées de part et d'autre par les adversaires »²⁰. Tout le problème est alors de savoir si ces procédures ne forment pas un cadre de contraintes tellement serré qu'il limite par avance toute possibilité d'affrontement et réduit à néant la perspective de parvenir à cette « transformation en profondeur des rapports de pouvoir existants et la création d'une nouvelle hégémonie²¹ ». La troisième question est de savoir ce qui pourrait aujourd'hui soulever une passion politique de « gauche » : serait-ce l'abolition de la propriété privée, l'expropriation des possédants, le démantèlement des multinationales, la nationalisation des banques et des entreprises et la restauration d'un État protecteur et omnipotent ; ou encore la révolution ou le communisme ? Mouffe admet que ce sont là des arguments qu'il n'est plus possible de formuler²². Mais alors, en vue de quelle fin doit-on chercher à provoquer l'adhésion enthousiaste des masses populaires ? Il semble qu'elle n'en ait pas une idée très claire. Ne reste plus qu'une recommandation : « construire un peuple » en électrisant les foules à l'aide de slogans vengeurs (« à bas les riches », « dégagez-les tous », « défendre les 99 % contre le 1 % ») afin d'attirer les voix nécessaires pour remporter une élection en faisant miroiter aux dominés que cette victoire mettra fin à l'inégalité et à la relégation qu'ils endurent. Cette façon de tabler sur l'émotion pour mener le combat politique reconduit la division entre des professionnels qui savent où ils mènent leurs partisans et des profanes sommés de suivre sans réfléchir les mots d'ordre qui attisent leur sentiment d'injustice. Que reste-t-il alors de l'ethos de gauche qui met l'accent sur le développement de la conscience de classe, la formation au militantisme et l'éducation

²⁰ Chantal Mouffe, *op. cit.*, p. 36.

²¹ *Ibid.*, p. 80. Cette antinomie alimente le débat actuel sur la « polarisation ».

²² Ce que Mouffe et Laclau admettent par ailleurs. Voir Audric Vitiello, « L'itinéraire de la démocratie radicale », *Raisons politiques*, n° 35, 2009, p. 207-220.

populaire afin de rendre aux citoyens la capacité de décider par eux-mêmes et pour eux-mêmes du cours que doit prendre leur vie collective ?

En somme, le populisme de gauche, tel qu'il est théorisé par Mouffe, vise à fournir à une force politique déterminée à s'attaquer aux structures de la domination du capitalisme la méthode qui semble lui faire aujourd'hui défaut pour la porter au pouvoir à l'occasion d'une élection. Ce n'est pas dans cette perspective stratégique que l'enquête de Manuel Cervera-Marzal envisage le populisme de gauche. Elle cherche à rendre compte des pratiques politiques adoptées par deux mouvements qui revendiquent cette étiquette : Podemos et la France insoumise, en détaillant les difficultés et les contradictions qu'il leur faut surmonter²³.

Occuper la gauche de la gauche

Pour Cervera-Marzal, l'offre politique du populisme de gauche se laisse définir par six critères : 1) critique du néo-libéralisme et des formes de production et de distribution de la richesse qu'il impose ; 2) substitution du clivage entre le peuple et l'oligarchie à celui entre la droite et la gauche ; 3) position centrale du leader comme incarnation de la cause collective ; 4) se présenter comme le relais des mobilisations sociales au sein des institutions démocratiques ; 5) sollicitation des affects dans les luttes ; 6) reprise de certains thèmes de la droite tenus pour populaires (ordre, nation, souveraineté).

Ce qui frappe dans cette liste, c'est l'absence de référence à un corpus idéologique dessinant une alternative élaborée et crédible au système capitaliste. Le travail empirique de Cervera-Marzal analyse les effets de cette absence. La première est l'indétermination du projet politique au nom duquel les formations populistes de gauche mènent le combat. Même s'il signale qu'un travail de refondation théorique s'accomplit au sein de ces formations afin de fixer les conditions d'une rupture avec le capitalisme, il montre qu'il reste l'apanage de l'équipe dirigeante et d'un cercle étroit

²³ Manuel Cervera-Marzal, *Le populisme de gauche. Sociologie de la France insoumise*, Paris, La Découverte, coll. « Sciences humaines », 2021.

d'experts qui la conseille et n'est pas systématiquement porté à la connaissance des sympathisants²⁴. Ce qui fait, en définitive, que le programme qu'il propose n'est pas tant d'abolir le capitalisme que de l'amender (pour reprendre le terme utilisé par Mouffe), ce qui donne à ses propositions l'allure de celles formulées par l'ancienne social-démocratie. Le populisme de gauche ne promet donc pas de « grand soir ». Cette prudence s'explique en partie par la conscience que ses dirigeants ont du rejet qu'une grande partie de la population exprime vis-à-vis de la politique telle qu'elle est pratiquée par ceux et celles qui en ont fait leur métier et qui nourrit l'abstention. Elle vise également à ne pas aiguïser la réticence des jeunes générations à se conformer à ce qu'une doctrine leur dicterait de penser²⁵.

La modestie du projet présenté par les formations qui se situent à la gauche de la gauche répond également à deux raisons organisationnelles : d'une part, le souci de préserver le caractère le plus ouvert possible du recrutement des adhérents ; d'autre part, le fait que la procédure électorale oblige ceux et celles qui y participent à réunir le maximum de voix sans en fâcher aucune. Elle tient enfin au fait que l'échec avéré des gouvernements de gauche en matière de redistribution, d'abolition des discriminations, de modification de l'organisation du travail, d'amélioration du sort des plus défavorisés, de fin des violences policières ou d'urgence climatique ont ancré un profond scepticisme quant à la crédibilité de ce genre de promesses. En dépit de tous ces obstacles, le populisme de gauche est parvenu à s'inscrire dans l'horizon électoral de nombreux pays du monde occidental :

²⁴ À l'exception notable du programme du *Labour* à l'époque de Jeremy Corbyn, dont les accents révolutionnaires (nationalisations, restriction de la propriété privée, restauration des services publics, taxation des hauts revenus, participation citoyenne, droit syndical) ont suscité une réaction de rejet violente des milieux d'affaires, des médias et des élus du Parti travailliste eux-mêmes. Voir Joe Guinan et Martin O'Neill, « The Institutional Turn: Labour's New Political Economy », *Renewal. A Journal of Social Democracy*, vol. 26, n° 2, 2018, p. 5-16.

²⁵ Ulysse Rabaté, *Politique Beurk Beurk. Les quartiers populaires et la gauche : conflits, esquives, transmissions*, Vulaines-sur-Seine, Éditions du Croquant, coll. « Sociologie historique », 2021.

Bloco de Esquerda au Portugal (1999), Québec solidaire au Québec (2006), *Die Linke* en Allemagne (2007), le Parti du Travail en Belgique (2008), Le Parti de gauche en France (2009), *Revolucion democratica* au Chili (2012), *Syriza* en Grèce (2013), *Podemos* en Espagne (2014), le *Labour* à l'époque de Corbyn et de *Momentum* (2015), l'aile gauche du Parti Démocrate aux États-Unis (2016), La France insoumise (2017) en France. Quelques-unes d'entre elles ont réussi à accéder au pouvoir, comme *Syriza*, le *Bloco* ou *Podemos* en Europe, ou le *Frente Amplio* au Chili.

Au terme d'une décennie, il faut reconnaître que cette vague s'est abîmée. Pour ne citer que les exemples les plus emblématiques : en Grèce, *Syriza* a dû se plier aux diktats des banques et de la Commission européenne en acceptant un plan d'austérité alors qu'elle avait été portée au pouvoir sur la promesse de ne pas l'appliquer. La formation a été décimée lors des deux derniers scrutins législatifs et le Parti socialiste grec – PASOK – est redevenu une force importante alors qu'il était presque anéanti²⁶. En Espagne, *Podemos* n'a pas réussi son pari de supplanter le PSOE et a dû se résoudre à gouverner avec lui, ce qui a provoqué des scissions internes, la chute de sa popularité et la fuite des électeurs²⁷. Cette initiative s'est aujourd'hui fondue dans une coalition, *Sumar*, qui sert d'appoint au PSOE. Au Portugal, le *Bloco de esquerda* a dénoncé l'alliance avec le Parti socialiste qui lui avait permis de participer au gouvernement. Ce qui a permis à ce dernier de rafler une majorité absolue de voix lors d'élections anticipées marquées par la débâcle de la gauche radicale. *Die Linke* n'a jamais réussi, en Allemagne, à rogner la domination du SPD, qui a remporté les dernières

²⁶ Stathis Kouvelakis, « Grèce : restauration conservatrice, déroute de Syriza », *Contretemps. Revue de critique communiste*, 10 juin 2023, <https://www.contretemps.eu/grece-elections-restauration-conservatrice-deroute-syriza-mitsotakis-tsipras/>.

²⁷ Nacima Baron, « Espagne : la détransition en 10 leçons », *AOC*, 20 juillet 2023, <https://aoc.media/analyse/2023/07/19/espagne-la-detransition-en-10-lecons/> ; Sandrine Morel, « Les leçons de la débâcle de Podemos et de la gauche radicale espagnole », *Le Monde*, 22 juin 2023, https://www.lemonde.fr/idees/article/2023/06/22/les-lecons-de-la-debacle-de-la-gauche-radicale-espagne_6178745_3232.html.

élections et gouverne aujourd'hui avec les Verts et les Libéraux. En Angleterre, l'élection de Jeremy Corbyn à la tête du Parti travailliste, avec l'aide du mouvement trotskyste *Momentum*, s'est heurtée à son *establishment* qui a finalement réussi, après la déroute électorale de 2019, à débarquer Corbyn, puis à l'exclure du Parti avant de le réintégrer une fois le vieil esprit de la social-démocratie rétabli à sa tête. Une autre défaite est le revirement inattendu de la population chilienne qui, après avoir porté Gabriel Boric, candidat d'une large alliance populaire, à la Présidence en 2022, a rejeté massivement un an plus tard le texte de la nouvelle Constitution élaboré par une Assemblée constituante « inclusive » et défendu par l'exécutif²⁸.

Conclusion

La parenthèse semble s'être refermée : le populisme de gauche n'a pas vraiment réussi à détrôner les vieux appareils de la social-démocratie²⁹. On peut bien sûr y voir l'effet de la résistance acharnée des pouvoirs d'argent, des milieux d'affaires, des partis institués et des médias contre toute tentative de réduire leurs privilèges, leurs avantages et leurs profits. Mais les campagnes de dénigrement suffisent-elles à rendre compte de la difficulté à mobiliser les passions en faveur de la gauche de la gauche ? D'autres facteurs ont probablement joué : l'inertie qui semble inlassablement ramener l'élection à une confrontation entre blocs de droite et de gauche ; l'apathie politique engendrée par la fin de la croyance en la possibilité de détruire le capitalisme ; le repli dans l'abstention des sympathisants déçus par la morgue et le manque de démocratie interne de formations dites populistes ; le fait que, lorsque ces formations ont exercé le pouvoir, elles se sont coupées de groupes de citoyens

²⁸ Marcelo Casals, « Victoire de l'extrême droite au Chili : comment en est-on arrivé là ? », *Contretemps. Revue de critique communiste*, 23 mai 2023, <https://www.contretemps.eu/victoire-extreme-droite-chili-kast-boric/#:-:text=Avec%20un%20taux%20de%20participation,avait%20%C3%A9labor%C3%A9e%20depuis%20juillet%202021.>

²⁹ Même si les Partis socialistes se sont radicalisés sous sa pression, comme en Espagne, en Italie, en Autriche ou en France.

luttant, de leur propre initiative, contre des situations d'inégalité et d'injustice singulières.

Un autre facteur a joué : le bouleversement du rapport au politique dans les sociétés occidentales contemporaines, c'est-à-dire la remise en cause du fonctionnement des institutions de la représentation et de la délégation et la volonté des citoyens d'intervenir directement dans la manière dont les affaires publiques sont conduites³⁰. J'ai montré comment, à l'ordre bipolaire articulé autour du jeu entre une « société politique » (le monde de l'administration de l'État) et une « société partisane » (le monde des opérations conduites par des oppositions qui se préparent à accéder au pouvoir), s'est substitué un ordre tripolaire dans lequel le monde des « pratiques politiques autonomes » des citoyens s'est immiscé entre les deux autres³¹. Dans cet ordre tripolaire, les partis et les syndicats ne sont plus le seul lieu de la politisation. Celle-ci s'accomplit tout autant au sein d'instances (ONG, associations, collectifs, coordinations, occupations, assemblées délibératives, mouvements) qui pratiquent des formes de démocratie directe inédites, inventives et joyeuses³². Cet activisme se distingue du militantisme sur lequel les organisations représentatives ont prospéré tout au long du XX^e siècle : quand le premier s'exprime de façon épisodique et inattendue pour défendre une cause particulière sans projet de changement radical de système de domination, le second exige un engagement au long cours en respectant une discipline et une hiérarchie implacables afin de renverser l'ordre en vigueur et réaliser la prophétie formulée par une idéologie tenue pour infaillible.

L'activisme a fait pénétrer une double revendication dans l'espace public démocratique : permettre à la voix de chacun et

³⁰ Hélène Landemore, *Open Democracy. Reinventing Popular Rule for the Twenty-First Century*, Princeton, Princeton University Press, 2020.

³¹ Albert Ogien, *Politique de l'activisme. Essai sur les mouvements citoyens*, Paris, Presses universitaires de France, coll. « Hors collection », 2021. Dans l'essentiel des cas, cet activisme est de facture progressiste puisqu'il travaille à l'extension de la démocratie, ce qui n'est pas l'orientation de l'activisme des factions d'extrême-droite.

³² Réjane Sénac, *Radicales et fluides. Les mobilisations contemporaines*, Paris, Presses de Sciences Po, coll. « Essai », 2021.

chacune de se faire pleinement entendre dans la détermination du présent et du futur de la collectivité dont ils et elles font partie ; et rendre aux gouvernés le pouvoir d'exercer un contrôle intransigeant sur l'action et le comportement de leurs gouvernants³³. Si ces deux exigences sont souvent reprises dans les discours des mouvements populistes de gauche, leurs directions acceptent rarement de se démettre de leurs prérogatives en concédant à des novices le soin de les représenter et d'agir sur la base de propositions dont la définition leur échappe³⁴. Ils reconduisent en cela l'attitude antidémocratique et paternaliste qui donne l'activité politique pour le monopole de professionnels qui considèrent les citoyens comme une masse amorphe vouée à obéir aux instructions qu'ils lui donnent³⁵.

L'air du temps politique a changé et cette attitude n'est plus vraiment de mise dans les régimes démocratiques modernes. Le camp de gauche aurait tout intérêt à prendre ce changement au sérieux. Il devrait inciter ses dirigeants, qu'ils soient populistes déclarés ou pas, à renoncer à la prééminence de leur conception du bien commun et à accepter de construire, sur pied d'égalité et sans arrière-pensée, des coalitions pluralistes avec les forces de l'activisme afin de définir les orientations de leur action collective sans préalable doctrinaire³⁶. Nouer des alliances ouvertes de ce type au lieu de se réfugier dans des stratégies fondées sur l'exacerbation des passions serait une preuve d'humilité qui rendrait peut-être les propositions de gauche authentiquement populaires.

³³ Albert Ogien et Sandra Laugier, *Le Principe démocratie. Enquête sur les nouvelles formes du politique*, Paris, La Découverte, coll. « Cahiers libres », 2014.

³⁴ Arthur Borriello, « Beyond the Wave, the Sea: Reassessing the Southern Europe's Populist Upsurge », *Krisis*, vol. 41, n° 1, 2021, p. 24-44, <https://krisis.eu/article/view/37166/35159>.

³⁵ Albert Ogien et Sandra Laugier, *Antidémocratie*, Paris, La Découverte, coll. « Cahiers libres », 2017.

³⁶ Francis Dupuis-Déri, « L'argument de la vitrine cassée est le meilleur du monde modern ». Reconsidérer les rapports entre l'action directe et la politique délibérative », *Les ateliers de l'éthique / The Ethics Forum*, vol. 7, n° 1, 2012, p. 127-140.

Bibliographie

- Abts, Koen et Stefan Rummens, « Populism versus Democracy », *Political Studies*, vol. 55, n° 2, 2007, p. 405-424.
- Arditi, Benjamin, « *Review Essay*: Populism is Hegemony is Politics? On Ernesto Laclau's *On Populist Reason* », *Constellations*, vol. 17, n° 3, 2010, p. 488-497, doi/10.1111/j.1467-8675.2010.00587.x.
- Aslanidis, Paris, « Is Populism an Ideology? A Refutation and a New Perspective », *Political Studies*, vol. 64, n° 1, 2016, p. 88-104.
- Baron, Nacima, « Espagne : la détransition en 10 leçons », *AOC*, 20 juillet 2023, <https://aoc.media/analyse/2023/07/19/espagne-la-detransition-en-10-lecons/>.
- Borriello, Arthur, « Beyond the Wave, the Sea: Reassessing the Southern Europe's Populist Upsurge », *Krisis*, vol. 41, n° 1, 2021, p. 24-44, <https://krisis.eu/article/view/37166/35159>.
- Canovan, Margaret, « Trust the People! Populism and the Two Faces of Democracy », *Political Studies*, vol. 47, n° 1, 1999, p. 2-16.
- Casals, Marcelo, « Victoire de l'extrême droite au Chili : comment en est-on arrivé là ? », *Contretemps. Revue de critique communiste*, 23 mai 2023, <https://www.contretemps.eu/victoire-extreme-droite-chili-kast-boric/#:~:text=Avec%20un%20taux%20de%20participation,avait%20%C3%A9labor%C3%A9%20depuis%20juillet%202021>.
- Cervera-Marzal, Manuel, « Une "démocratie radicale" pas si radicale ? Chantal Mouffe et la critique immanente du libéralisme », *Raisons politiques*, n° 75, 2019, p. 13-28.
- Cervera-Marzal, Manuel, *Le populisme de gauche. Sociologie de la France insoumise*, Paris, La Découverte, coll. « Sciences humaines », 2021.
- Chollet, Antoine, *L'anti-populisme ou la nouvelle haine de la démocratie*, Paris, Textuel, coll. « Petite encyclopédie critique », 2023.
- Diamanti, Ilvo et Marc Lazar, *Peuplecratie. La métamorphose de nos démocraties*, traduit de l'italien par Christophe Mileschi, Paris, Gallimard, coll. « Hors série connaissance », 2019 [2018].
- Dupuis-Déri, Francis, « "L'argument de la vitrine cassée est le meilleur du monde modern". Reconsidérer les rapports entre l'action directe et la politique délibérative », *Les ateliers de l'éthique / The Ethics Forum*, vol. 7, n° 1, 2012, p. 127-140.
- Gagnon, Jean-Paul *et al.*, « What is Populism? Who is the Populist? », *Democratic Theory*, vol. 5, n° 2, 2018, p. vi-xxvi.
- Guinan, Joe et Martin O'Neill, « The Institutional Turn: Labour's New Political Economy », *Renewal. A Journal of Social Democracy*, vol. 26, n° 2, 2018, p. 5-16.

- Kouvelakis, Stathis, « Grèce : restauration conservatrice, déroute de Syriza », *Contretemps. Revue de critique communiste*, 10 juin 2023, <https://www.contretemps.eu/grece-elections-restauration-conservatrice-deroute-syriza-mitsotakis-tsipras/>.
- Laclau, Ernesto, *La raison populiste*, traduit de l'anglais par Jean-Pierre Ricard, Paris, Seuil, coll. « L'ordre philosophique », 2008 [2005].
- Landemore, Hélène, *Open Democracy. Reinventing Popular Rule for the Twenty-First Century*, Princeton, Princeton University Press, 2020.
- Morel, Sandrine, « Les leçons de la débâcle de Podemos et de la gauche radicale espagnole », *Le Monde*, 22 juin 2023, https://www.lemonde.fr/idees/article/2023/06/22/les-lecons-de-la-debacle-de-la-gauche-radicale-espagnole_6178745_3232.html.
- Mouffe, Chantal, *L'illusion du consensus*, Paris, Albin Michel, 2016 [2005].
- Mudde, Cas et Cristóbal Rovira Kaltwasser, *Populism. A Very Short Introduction*, Oxford, Oxford University Press, 2017.
- Müller, Jean-Werner, « “The People Must Be Extracted from Within the People”: Reflections on Populism », *Constellations*, vol. 21, n° 4, 19 décembre 2014, p. 439-627, doi/10.1111/1467-8675.12126.
- Müller, Jan-Werner, *Qu'est-ce que le populisme ?*, Paris, Gallimard, coll. « Folio essais », 2018.
- Ogien, Albert, *Politique de l'activisme. Essai sur les mouvements citoyens*, Paris, Presses universitaires de France, coll. « Hors collection », 2021.
- Ogien, Albert et Sandra Laugier, *Antidémocratie*, Paris, La Découverte, coll. « Cahiers libres », 2017.
- Ogien, Albert et Sandra Laugier, *Le Principe démocratie. Enquête sur les nouvelles formes du politique*, Paris, La Découverte, coll. « Cahiers libres », 2014.
- Rabaté, Ulysse, *Politique Beurk Beurk. Les quartiers populaires et la gauche : conflits, esquives, transmissions*, Vulaines-sur-Seine, Éditions du Croquant, coll. « Sociologie historique », 2021.
- Reynié, Dominique, *Populismes : la pente fatale*, Paris, Plon, coll. « Tribune libre », 2011.
- Rosanvallon, Pierre, *Le bon gouvernement*, Paris, Seuil, coll. « Les livres du nouveau monde », 2015.
- Rosanvallon, Pierre, « Penser le populisme », *La vie des idées*, 27 septembre 2011, <https://laviedesidees.fr/Penser-le-populisme>.
- Sénac, Réjane, *Radicales et fluides. Les mobilisations contemporaines*, Paris, Presses de Sciences Po, coll. « Essai », 2021.
- Tarragoni, Federico, *L'esprit démocratique du populisme. Une nouvelle analyse sociologique*, Paris, La Découverte, coll. « L'horizon des possibles », 2019.

- Tarragoni, Federico, « Populisme et démocratie : les impasses d'une polarisation scientifique », *Raisons Politiques*, n° 86, 2022, p. 113-129.
- Urbinati, Nadia, « Democracy and Populism », *Constellations*, vol. 5, n° 1, 1998, p. 110-124, doi/10.1111/1467-8675.00080.
- Van Reybrouck, David, *Plaidoyer pour un populisme*, traduit du Néerlandais par Monique Borrenbergs et Alain Préaux, Bruxelles, Samsa Éditions, 2019 [2008].
- Vitiello, Audric, « L'itinéraire de la démocratie radicale », *Raisons politiques*, n° 35, 2009, p. 207-220.